

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1613 du Mercredi 23 Septembre 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



APRÈS UN PROBLÈME TECHNIQUE



**L'AVION DU PRÉSIDENT
DE L'IRAN ATTERRIT À ALGER**

P. 16

ESG EXCELLENCE SUMMIT 2026



**ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION
VERS DE NOUVEAUX MODÈLES
ÉCONOMIQUES**

P. 9

SANTÉ - MAGAZINE



**BOIRE DE L'EAU
FAIT-IL VRAIMENT MAIGRIR ?**

P. 13

SELON UNE ÉTUDE DE L'UE



L'ALGÉRIE, UN ACTEUR DIPLOMATIQUE CLÉ

ORDRE MONDIAL

L'ONU FACE AU DÉFI DE LA CONFIANCE

Après huit décennies d'existence, l'ONU se trouve confrontée à une équation de plus en plus complexe : préserver son rôle central dans la gouvernance mondiale tout en répondant aux profondes transformations de l'ordre international.

● **ALGER PORTE
LA VOIX DE LA
RÉFORME DE L'ONU**

Pp. 3, 4, 5 ET 6



LE SAVIEZ-VOUS ?

PORT DE TÉNÈS

15.000 TONNES DE CIMENT ET DE CLINKER EXPORTÉS

Le port de Ténès, dans la wilaya de Chlef, a enregistré une opération d'exportation de plus de 15.000 tonnes de ciment et de clinker à destination de l'Europe, a-t-on appris lundi dernier auprès de cette infrastructure portuaire. Le directeur général par intérim du port de Ténès, Lakhdar Brahimi, a indiqué à l'APS que dans le cadre du renforcement des exportations hors hydrocarbures, trois (3) navires ont été chargés simultanément, dimanche soir, pour un volume global de 15.000 tonnes de ciment et de clinker à destination de l'Europe. Il a précisé que le premier navire a été chargé avec 7.000 tonnes de clinker, le 2e avec 4.500 tonnes de ciment conditionné en grands sacs, tandis

que le 3e a embarqué 3.550 tonnes d'un autre type de ciment. Par ailleurs, dans le cadre du développement et de la modernisation du port de Ténès, l'une des plus anciennes infrastructures portuaires du pays, ce dernier a bénéficié d'un projet visant à renforcer le quai commercial sur une longueur de 480 mètres, selon le même responsable. Cette opération devrait contribuer à renforcer le rôle stratégique du port, le moderniser, le consolider et le protéger, tout en améliorant son exploitation et en soutenant davantage la dynamique des exportations hors hydrocarbures engagée au niveau de cette infrastructure, selon la même source.

TAMANRASSET
ARRESTATION DE 2
NARCOTRAFIQUANTS

Deux (2) narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 58 kg de cocaïne dissimulés minutieusement à l'intérieur de deux camions semi-remorques saisis, lors d'une opération menée lundi dernier par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur militaire de Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts consentis dans la sécurisation des frontières nationales et la lutte contre les barons de la contrebande et le crime organisé, et grâce à l'exploitation efficace des informations, des détachements combinés de l'ANP relevant du Secteur militaire de Tamanrasset en 6e Région militaire ont procédé, aujourd'hui lundi 21 septembre 2026, à l'arrestation de deux narcotrafiquants et à la saisie d'une importante quantité de drogues dures (cocaïne) s'élevant à plus de 58 kilogrammes, dissimulés minutieusement à l'intérieur de deux camions semi-remorques", précise la même source. "Cette opération confirme l'entière disponibilité de toutes les composantes de l'ANP à déjouer toute tentative visant à inonder notre pays par ces substances toxiques et porter atteinte à la quiétude et à la sécurité du citoyen", ajoute le communiqué.

Samedi dernier à Alger, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a ordonné l'ouverture des agences de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) le samedi matin sur l'ensemble du territoire national, a indiqué un communiqué. La décision a été annoncée lors d'une réunion consacrée à l'évaluation des performances de la CNAS et au suivi de ses différents programmes, selon un communiqué du ministère. La rencontre, tenue en présence de cadres et de responsables centraux de la Caisse, a permis d'examiner notamment la qualité des services, les délais de traitement et la prise en charge des assurés sociaux et de leurs ayants droit. L'ouverture des agences le samedi matin doit permettre aux travailleurs et aux autres assurés de bénéficier d'un jour supplémentaire pour effectuer leurs démarches auprès de la CNAS. Cette



organisation devrait également contribuer à réduire la pression sur les agences durant les autres jours de la semaine et à améliorer les conditions d'accueil. Cette mesure intervient alors que la CNAS poursuit la modernisation de ses services. Le ministre a ainsi insisté sur la nécessité de simplifier davantage les procédures, de réduire les délais de traitement et de développer les services numériques afin de limiter les déplacements des assurés. Les responsables de la Caisse ont notamment

présenté l'état d'avancement de plusieurs dispositifs numériques, dont la télédéclaration, le paiement en ligne et les différents portails destinés aux employeurs et aux assurés. L'objectif est de permettre aux usagers d'effectuer un nombre croissant de démarches à distance. La réunion a également porté sur la réorganisation du réseau de la CNAS dans la capitale. M. Hattab a ordonné l'étude de la création de trois directions régionales à Alger, couvrant respectivement l'Est, le Centre et l'Ouest. Cette réorganisation vise à

rapprocher davantage les structures de la Caisse des assurés, à mieux répartir les missions et à améliorer la gestion des prestations, notamment face à l'évolution démographique et à l'extension urbaine de la capitale. Le ministre a, par ailleurs, demandé de maintenir les dispositifs destinés à accompagner les assurés confrontés à des situations particulières. Les mesures mises en place à la suite des récents incendies comprennent notamment la simplification du remplacement des cartes Chifa endommagées ou perdues, ainsi que l'accélération de la production et de l'acheminement des nouvelles cartes vers les wilayas concernées. À travers ces différentes mesures, le ministère entend renforcer l'accessibilité des services de la CNAS, améliorer la qualité de l'accueil et placer davantage les besoins des assurés au centre du fonctionnement de la Caisse.

Zineb Bouzid

CURAGE DES OUEDS ET DES AVALOIRS
DES MESURES PRÉVENTIVES EN PRÉVISION DE LA SAISON DES PLUIES

La Direction de l'hydraulique et des ressources en eau de la wilaya de Blida a pris une série de mesures préventives en prévision de la saison des pluies, portant notamment sur le curage des oueds et des avaloirs, a-t-on informé lundi dernier auprès de cette instance. Le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, a indiqué à l'APS qu'en prévision de l'arrivée des pluies, une série de mesures préventives a été prise, portant essentiellement sur le curage et le nettoyage

des tronçons d'oueds répartis à travers le territoire de la wilaya, notamment ceux dont le niveau augmente lors de forts prélèvements et qui traversent des zones urbaines. L'opération, lancée en août dernier dans une 1re phase englobant une distance de plus de 4 kilomètres, a ciblé les points noirs, à l'instar des oueds Beni Azza et Merad à Kaf Hammam dans la commune d'Ouled Yaïch, de l'oued Sidi El Kebir dans la commune de Blida, de l'oued Makhlouf à Ben Khellil,

ainsi que de l'oued Mimoun à Boufarik. Elle devrait prochainement s'étendre à l'ensemble des points recensés. Dans le même cadre, l'Office national de l'assainissement (ONA) a procédé au curage de 2.437 avaloirs et au traitement des différents cas d'obstruction provoqués par les dépôts anarchiques de déchets ou de corps solides. L'opération a également porté sur le nettoyage de 15 kilomètres de réseaux d'assainissement.

APS

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15
Compte bancaire C P A (Agence Che-Guevara)
n° 00400102400023020255

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction

M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 31/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.uargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

ORDRE MONDIAL

L'ONU FACE AU DÉFI DE LA CONFIANCE

● ALGER PORTE LA VOIX DE LA RÉFORME DE L'ONU

Alors que s'ouvre la Semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, la question de la crédibilité et de l'efficacité de l'Organisation revient au cœur des débats internationaux. Après huit décennies d'existence, l'ONU se trouve confrontée à une équation de plus en plus complexe : préserver son rôle central dans la gouvernance mondiale tout en répondant aux profondes transformations de l'ordre international.

Le nouveau président de l'Assemblée générale de l'ONU, Khaliur Rahman, entend précisément placer la restauration de la confiance envers l'Organisation au centre de son mandat. Dans un entretien accordé à ONU Info, il a expliqué vouloir faire de cette question son « thème directeur », en s'appuyant sur les attentes exprimées par les Etats membres pour orienter son action.

Après 35 années passées au service des Nations unies, M. Rahman estime que l'Organisation doit retrouver l'ambition qui avait accompagné sa création, en 1945, tout en s'adaptant à un monde profondément transformé. S'il relève que l'ONU a contribué, durant les huit dernières décennies, à éviter un embrasement mondial à grande échelle, il reconnaît également ses difficultés à prévenir de nombreux conflits et à accélérer les progrès en matière de développement.

La crise de confiance évoquée par le président de l'Assemblée générale renvoie à une interrogation plus large sur le fonctionnement du système multilatéral. Dans plusieurs régions du monde, la persistance des conflits, les blocages au Conseil de sécurité, les divergences dans l'application du droit international et les difficultés à répondre collectivement aux crises ont alimenté les appels à une réforme de la gouvernance mondiale.

M. Rahman insiste, à ce titre, sur la nécessité de faire en sorte que le Conseil de sécurité puisse fonctionner de manière plus cohérente et répondre davantage aux attentes placées en lui. Il défend également le rôle de l'Assemblée générale, souvent critiquée pour le caractère essentiellement politique ou moral de ses décisions, mais qui demeure l'organe le plus représentatif de l'Organisation.

Cette réflexion rejoint l'un des axes constants de la diplomatie algérienne : la défense d'un multilatéralisme fondé sur l'égalité souveraine des Etats, le respect de la Charte des Nations unies et le règlement pacifique des différends. Lors du débat général de l'Assemblée générale, en 2023, le président Abdelmadjid Tebboune avait appelé à un nouvel ordre international fondé sur l'égalité entre les Etats et déploré la perte d'efficacité du Conseil de sécurité. Il avait également plaidé pour une réforme de l'ONU, une répartition géographique plus équitable et une revitalisation du rôle de l'Assemblée générale.

L'ALGÉRIE, UNE DIPLOMATIE ENGAGÉE AU SEIN DE L'ONU

Depuis l'élection du président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a renforcé son engagement au sein des institutions multilatérales et placé la défense des principes de la Charte de l'ONU au cœur de son action diploma-



tique.

Cette orientation s'est notamment illustrée durant le mandat de l'Algérie au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Alger a régulièrement appelé à renforcer l'efficacité du Conseil, à respecter le droit international et à corriger la sous-représentation du continent africain au sein de cet organe.

La question de la réforme du Conseil de sécurité constitue d'ailleurs un dossier prioritaire pour l'Algérie. Dans une déclaration au Conseil en octobre 2025, le représentant algérien avait souligné que le renforcement du multilatéralisme passait par la restauration de la confiance entre les Etats, le respect de la Charte et une réforme globale du Conseil. Alger avait réaffirmé son soutien à une représentation africaine accrue, conformément au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syte.

Cette position ne s'est pas limitée au discours. En février 2026, le Premier ministre Sifi Ghrieb, représentant le Président Tebboune, a participé à Addis-Abeba à une réunion du Comité des Dix de l'Union africaine consacrée à la réforme du Conseil de sécurité, confirmant la poursuite de l'engagement algérien sur ce dossier.

Au niveau de l'ONU, les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil se poursuivent toujours.

L'Assemblée générale a décidé de poursuivre ces négociations lors de sa 80e session, autour notamment de la question d'une représentation équitable et de l'élargissement de la composition du Conseil.

LA PALESTINE, RÉVÉLATEUR DES LIMITES DU SYSTÈME

La question palestinienne constitue l'un des exemples les plus visibles des difficultés auxquelles se heurte actuellement le système multilatéral. L'Algérie en a fait un dossier majeur durant son mandat au Conseil de sécurité.

En avril 2024, Alger avait présenté un projet de résolution recommandant l'admission de l'Etat de Palestine comme membre à part entière de l'ONU. Le texte avait obtenu 12 voix favorables, mais avait été bloqué par le veto américain. Pour l'Algérie, cet épisode a illustré la nécessité de renforcer l'efficacité et la crédibilité du système multilatéral et de faire respecter les principes consacrés par la Charte des Nations unies. M. Abdelmadjid Tebboune avait alors réaffirmé que l'Algérie poursuivrait ses efforts en faveur de l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU. Cette action s'inscrit dans une orientation diplomatique plus large. En 2023, le Président avait également appelé à renforcer le rôle de l'Assemblée générale et à faire avancer la réforme du Conseil de sécurité, tout en réaffirmant le soutien de l'Algérie au droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

UNE RÉFORME DEVENUE INCONTOURNABLE

Pour Alger, la réforme du système multilatéral ne concerne donc pas uniquement la composition du Conseil de sécurité. Elle touche également à la capacité des institutions internationales à agir efficacement face aux conflits, aux crises humanitaires et aux défis du développement.

L'Algérie défend ainsi une approche fondée sur le renforcement du rôle des institutions internationales, une représentation plus équitable des différentes régions du monde et une application cohérente du droit international. Cette position a encore été réaffirmée lors d'un débat au Conseil de sécurité consacré à la réforme de la gouvernance mondiale, où la représentante algérienne a estimé que la réforme des institutions multilatérales « ne peut plus attendre », en insistant notamment sur la correction de l'injustice historique faite à l'Afrique et sur le renforcement du rôle de l'Assemblée générale.

Au-delà des questions de paix et de sécurité, Alger inscrit également son action dans le cadre du développement durable. La diplomatie algérienne défend l'importance d'un multilatéralisme permettant aux pays en développement de faire entendre leurs priorités et de bénéficier d'un accès plus équitable aux financements, aux technologies et aux partenariats internationaux.

La restauration de la confiance évoquée par le président de l'Assemblée générale rejoint ainsi une préoccupation devenue centrale pour de nombreux Etats : comment redonner à l'ONU la capacité de répondre aux crises et de faire respecter les principes sur lesquels elle a été fondée ?

Pour l'Algérie, la réponse passe par un multilatéralisme renforcé, une ONU plus représentative et un Conseil de sécurité réformé. Une orientation que le Président Tebboune défend depuis le début de son mandat et que l'Algérie continue de porter au sein des enceintes internationales.

ALGER 16

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

GUTERRES APPELLE À INVESTIR DAVANTAGE DANS LA PAIX

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, les dirigeants du monde à investir davantage dans la paix, alors que les conflits s'étendent et se complexifient, infligeant d'énormes souffrances aux populations.

Dans un message publié à l'occasion de cette journée, M. Guterres a relevé que la paix était aujourd'hui "dangereusement rare", soulignant que les communautés étaient secouées par la violence et les divisions et que les conflits "grandissent en ampleur et en complexité", se propagent au-delà des frontières et causant d'importantes souffrances.

Il a également déploré le recul du dialogue, la difficulté à trouver des solutions aux conflits et l'affaiblissement de la solidarité internationale.

Le secrétaire général de l'ONU a toutefois souligné que des acteurs à travers le monde, notamment des volontaires, des défenseurs de la paix, des responsables de la société civile, des Casques bleus et des artisans de la paix œuvraient à rapprocher les communautés, à favoriser



le dialogue et à réduire les divisions.

Pour M. Guterres, la paix ne peut être considérée comme un processus « passif ou automatique », mais constitue un choix qui nécessite des investissements et des actions concrètes en faveur d'un avenir meilleur.

Il a appelé, dans ce cadre, à investir dans le développement durable, notamment dans la santé, l'éducation, la nutrition et la protection sociale, tout en œuvrant à la construction de sociétés inclusives où

chacun peut faire entendre sa voix.

Le chef de l'ONU a également insisté sur la nécessité de protéger les droits humains et la dignité de chaque personne et de renforcer les instruments éprouvés de la paix, notamment la diplomatie, le dialogue, la négociation et le maintien de la paix.

La Journée internationale de la paix est célébrée cette année sous le thème "Investir dans la paix : pour tous, partout, chaque jour".

R.I.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU L'UA RÉCLAME PLUS DE SIÈGES POUR L'AFRIQUE À L'ONU

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahamoud Ali Youssouf, entend plaider, lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, pour l'élargissement de la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies, a annoncé lundi dernier le service de presse de l'UA.

M. Youssouf est arrivé à New York pour participer à la Semaine de haut niveau de la 81^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Selon l'UA, l'un des messages clés de sa délégation sera la nécessité de donner à l'Afrique une voix plus forte dans les décisions mondiales. L'Union entend œuvrer pour un système multilatéral plus représentatif, plus juste et plus efficace, comprenant une représentation pleine et entière du continent au Conseil de sécurité de l'ONU et dans les institutions financières internationales.

Parmi les autres priorités figurent le renforcement du rôle des pays africains dans le maintien de la paix et de la sécurité, le développement de l'intégration continentale et les transformations économiques. L'Union entend également promouvoir les positions de l'Afrique sur le changement climatique, la santé mondiale, le commerce, les technologies et le développement durable. L'Union africaine réclame depuis plus de vingt ans l'élargissement de la représentation du continent au Conseil de sécurité de l'ONU. La position commune, consacrée par le Consensus d'Ezulwini et la déclaration de Syrte de 2005, prévoit l'octroi aux pays africains d'au moins deux sièges permanents avec tous les pouvoirs, y compris le droit de veto tant qu'il subsiste, ainsi que de cinq sièges non permanents au total. C'est l'UA elle-même qui doit choisir les candidats africains aux sièges permanents.

Le Conseil de sécurité compte actuellement 15 membres. Trois sièges non permanents sont occupés par des pays africains : la République démocratique du Congo, le Libéria et la Somalie. Les pays du continent n'ont aucun siège permanent.

APS



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) BENDJAMA APPELLE À PASSER DES ENGAGEMENTS AUX RÉSULTATS

Le président du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), Amar Bendjama, a appelé à accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), en renforçant l'action collective et l'engagement en faveur du multilatéralisme, tout en traduisant les engagements politiques en résultats concrets.

Intervenant vendredi soir au siège des Nations unies à New York, à l'occasion de l'événement « Moment des Objectifs de développement durable », M. Bendjama a estimé que les quatre années restantes avant l'échéance de 2030 rendaient la réalisation des ODD « difficile », mais demeuraient également « porteuses d'opportunités ».

« Le progrès est possible lorsque les ambitions s'accompagnent d'actions et que les partenariats se traduisent par des résultats concrets », a-t-il souligné.

Le président de l'ECOSOC a rappelé que les ODD constituaient « un projet commun », dont la réalisation nécessite des efforts collectifs plus soutenus, un engagement renouvelé



en faveur du multilatéralisme et une volonté politique capable de transformer les engagements en réalisations.

Évoquant le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), il a indiqué que plus de 400 rapports nationaux volontaires

avaient été présentés depuis sa création, il y a plus d'une décennie.

M. Bendjama a également rappelé que l'Algérie avait présenté, le 15 juillet dernier, son deuxième rapport national volontaire (RNV), lors des travaux du FPHN. Présenté par le secrétaire gé-

néral du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, ce rapport s'inscrit dans le mécanisme de suivi et d'examen de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies.

Pour M. Bendjama, ces rapports vont au-delà d'une simple démarche procédurale. Ils constituent des espaces d'échange sur les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les priorités nationales, tout en favorisant la redevabilité, l'apprentissage mutuel et le rapprochement entre les réalités nationales et l'action mondiale.

Abordant les prochaines étapes, le président de l'ECOSOC a appelé à adapter les engagements à l'action, à renforcer la coordination au sein du système des Nations unies et à mobiliser davantage de financements, de technologies et de partenariats afin de maintenir la dynamique en faveur des objectifs de l'Agenda 2030.

Il a enfin plaidé pour la poursuite de l'action commune, le rétablissement de la confiance et le respect des engagements pris dans le cadre de l'Agenda 2030.

APS/R.I.

SELON UNE ÉTUDE DE L'UE L'ALGÉRIE, UN ACTEUR DIPLOMATIQUE CLÉ

L'Algérie s'impose comme l'un des principaux carrefours diplomatiques d'Afrique. Une étude de l'EUISS, publiée le 17 septembre 2026, la classe parmi les six pays du continent où sont présents les 15 acteurs internationaux étudiés. Un constat qui en dit long sur l'attractivité diplomatique d'Alger et sur la place qu'elle occupe dans le nouveau jeu de puissances qui se dessine en Afrique.

La carte diplomatique africaine est en pleine recomposition. Et dans ce paysage où les grandes puissances multiplient les partenariats, les visites officielles et les initiatives, l'Algérie apparaît comme l'un des principaux points de convergence des acteurs internationaux présents sur le continent.

C'est l'un des enseignements de cette étude publiée de l'EUISS, sous le titre « Levers of influence – Africa : Diplomatic power ». L'institut européen s'est intéressé à la manière dont les puissances extérieures exercent leur influence en Afrique, en s'appuyant sur plusieurs indicateurs : présence diplomatique, visites politiques de haut niveau, partenariats officiels, sommets internationaux et comportements de vote à l'Assemblée générale des Nations unies.

Dans cette cartographie, l'Algérie occupe une place particulièrement significative. Elle figure, aux côtés de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Kenya, du Sénégal et de la Tunisie, parmi les six pays africains qui accueillent les quinze acteurs internationaux étudiés par l'EUISS.

Ces acteurs comprennent notamment l'Union européenne, la Chine, les États-Unis, la Russie, la Turquie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et l'Iran. La présence simultanée de ces différentes puissances ne constitue pas, à elle seule, une mesure absolue de l'influence d'un pays. Elle montre toutefois que l'Algérie se situe sur une importante ligne de rencontre entre plusieurs réseaux diplomatiques qui cherchent à maintenir ou à développer leur présence en Afrique.

L'intérêt de l'étude réside précisément dans cette approche. L'EUISS ne réduit pas la puissance diplomatique au nombre d'ambassades ou au poids économique. Il observe également les déplacements des dirigeants, les accords conclus, les cadres de coopération et les grandes rencontres internationales. Autrement dit, il s'agit de mesurer la densité des relations plutôt que de s'arrêter à un seul indicateur.

ALGER, UN POINT DE RENCONTRE

Cette position prend une dimension particulière lorsqu'elle est replacée dans la géographie de l'Algérie.

À la fois nord-africaine, méditerranéenne et sahélienne, l'Algérie se trouve au croisement de plusieurs espaces stratégiques. Elle entretient des relations avec les pays du Maghreb, joue un rôle dans les équilibres méditerranéens et conserve des liens étroits avec plusieurs pays africains, notamment ceux du Sahel.

Cette situation géographique contribue à faire d'Alger un interlocuteur recherché par des puissances qui souhaitent développer leur présence sur le continent. L'EUISS relève ainsi que l'importance de l'Algérie ne tient pas uniquement au nombre de représentations étrangères présentes sur son territoire, mais aussi à sa place dans la compétition diplomatique et politique qui s'intensifie en Afrique.

Le phénomène est particulièrement



Abdelmadjid Tebboune, président de la République, et Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, lors du 38e Sommet du Conseil africain de paix et de sécurité dans la région MENA, février 2025. (photo archives)

visible dans les échanges de haut niveau. Selon les données reprises dans l'étude, la Turquie a effectué sept visites de haut niveau en Algérie, ce qui place Alger parmi les destinations importantes de la diplomatie turque sur le continent africain.

L'étude permet également de mesurer le poids particulier de l'Afrique du Nord dans les relations diplomatiques internationales avec le continent. La région a concentré 45,7 % des visites de haut niveau recensées en Afrique, confirmant son rôle de carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Dans le cas algérien, cette activité s'est traduite par une succession de contacts avec des responsables européens, africains et autres partenaires internationaux. La dynamique comprend notamment les échanges avec l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, ainsi que les relations développées avec les pays du Sahel.

Cette circulation diplomatique traduit aussi la diversité des intérêts qui convergent vers Alger. L'Algérie n'est pas seulement sollicitée sur les questions liées à son voisinage immédiat. Son rôle énergétique, ses positions sur les questions de sécurité régionale, ses relations avec les pays africains et son appartenance à plusieurs cadres multilatéraux lui donnent une capacité d'interaction avec des interlocuteurs issus d'horizons très différents.

L'AFRIQUE, TERRAIN DE LA COMPÉTITION DIPLOMATIQUE

L'autre enseignement majeur de l'étude est l'élargissement du nombre d'acteurs engagés en Afrique.

La compétition diplomatique sur le continent ne se limite plus aux relations traditionnelles entre l'Afrique et les puissances européennes ou les États-Unis. La Chine, la Turquie, la Russie, les pays du Golfe, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud développent eux aussi leurs propres réseaux et multiplient les initiatives.

La Chine dispose ainsi du réseau diplomatique le plus étendu, avec 53 ambassades dans les 53 pays africains

avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. L'Union européenne compte 50 représentations, tandis que les États-Unis disposent de 49.

Mais l'ampleur d'un réseau diplomatique ne signifie pas automatiquement qu'un acteur domine tous les autres indicateurs. Sur le terrain des visites de haut niveau, par exemple, l'Union européenne arrive en tête avec 75 visites dans 25 pays africains, devant la Turquie avec 54 visites et la Chine avec 43. Cette distinction montre que l'influence diplomatique se construit à travers plusieurs leviers et qu'aucun indicateur ne suffit à lui seul à en rendre compte.

La Chine se distingue, de son côté, par l'ampleur de son réseau de partenariats officiels avec les pays africains. L'Union européenne et les États-Unis adoptent une approche plus sélective dans la formalisation de leurs relations. Parallèlement, la Turquie, la Russie, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et le Japon ont renforcé leur présence à travers des sommets, des partenariats et différentes initiatives diplomatiques.

CAPITALE AU CROISEMENT DE PLUSIEURS RÉSEAUX

Dans ce contexte, la place de l'Algérie prend une dimension particulière. Le pays se trouve au point de rencontre de plusieurs espaces géopolitiques et de plusieurs réseaux diplomatiques qui ne se recouvrent pas toujours.

L'intérêt de cette position réside notamment dans la capacité d'Alger à maintenir des canaux de dialogue avec des acteurs aux intérêts parfois divergents. La présence de puissances européennes, asiatiques, américaines, russes et moyen-orientales dans son environnement diplomatique illustre cette diversité.

L'étude de l'EUISS intervient dans un contexte où l'Afrique est devenue l'un des principaux espaces de compétition diplomatique internationale. Les enjeux énergétiques, les ressources naturelles, les infrastructures, la sécurité, les nouvelles routes commerciales et

les partenariats économiques renforcent l'intérêt des puissances extérieures pour le continent. Pour l'Algérie, cette évolution intervient alors que le pays cherche à consolider ses relations avec son environnement africain tout en maintenant des partenariats diversifiés avec l'Europe, l'Asie, le monde arabe et les autres grandes puissances.

UNE INFLUENCE QUI NE SE RÉSUME PAS AUX CHIFFRES

L'un des principaux intérêts du travail de l'EUISS est finalement de montrer que la puissance diplomatique ne se mesure pas uniquement à la taille d'une économie ou à la capacité militaire d'un État. Elle se manifeste aussi dans la densité de ses relations, la fréquence des contacts politiques, la capacité à nouer des partenariats et la place occupée dans les grandes enceintes multilatérales.

Dans cette lecture, la présence de l'Algérie parmi les six pays africains accueillant les quinze acteurs internationaux étudiés constitue un indicateur significatif. Elle ne permet pas, à elle seule, d'établir un classement général de la puissance diplomatique africaine, mais elle souligne la place d'Alger dans la géographie des relations internationales sur le continent.

Alors que les grandes puissances multiplient les stratégies d'influence en Afrique, l'Algérie apparaît comme l'un des espaces où ces différentes diplomaties se rencontrent. Une position qui s'appuie autant sur sa géographie que sur son histoire diplomatique, ses ressources énergétiques, ses relations africaines et son rôle dans les mécanismes multilatéraux.

À travers les données de l'EUISS, c'est donc moins un classement qu'une réalité géopolitique qui se dessine : dans une Afrique devenue un espace central de la compétition internationale, Alger demeure un point de passage et de dialogue que les différentes puissances continuent de prendre en compte.

G. Salah Eddine

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU ATTAF MULTIPLIE LES CONTACTS DIPLOMATIQUES

En marge de la 81e Session de l'Assemblée générale de l'ONU, Ahmed Attaf a multiplié les rencontres à New York avec des responsables africains, européens et onusiens. Les échanges ont porté sur les crises en Afrique, le renforcement des partenariats européens et les grands enjeux de paix et de sécurité internationales.

Au volet africain, Ahmed Attaf s'est entretenu avec le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, avec lequel il a passé en revue les principales évolutions que connaît le continent. Les discussions ont notamment porté sur la situation dans la région sahélo-saharienne, en Libye, au Sahara occidental, au Soudan et au Soudan du Sud, autant de dossiers qui demeurent au centre des préoccupations de l'organisation continentale.

Cette rencontre a également permis de revenir sur les efforts engagés pour renforcer la stabilité et le développement en Afrique. Le président de la Commission de l'UA a salué les initiatives de l'Algérie en direction des pays du Sahel, ainsi que son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent. Il a également mis en avant les efforts déployés par Alger pour accompagner les pays de la région dans leurs démarches de développement et soutenir les initiatives continentales.

De son côté, Ahmed Attaf a insisté sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des crises qui affectent le continent, plutôt que de se limiter à leurs conséquences. Il a également souligné l'importance de rejeter les ingérences extérieures dans les affaires africaines et de renforcer la capacité des mécanismes continentaux à répondre aux crises.

Dans ce contexte, les deux responsables ont mis l'accent sur la nécessité d'activer davantage les mécanismes de l'Union africaine afin de favoriser des solutions africaines aux problèmes africains. Cette approche revêt une importance particulière face à la persistance des menaces liées au terrorisme et à la criminalité transfrontalière, qui continuent de peser sur la sécurité et la stabilité de plusieurs régions du continent.

L'EUROPE AU CŒUR DE LA SÉQUENCE BILATÉRALE

L'agenda du ministre d'État s'est également largement concentré sur les relations de l'Algérie avec plusieurs pays européens. Les différents entretiens ont permis d'examiner l'état des relations bilatérales, mais aussi d'identifier de nouvelles pistes de coopération et de renforcer la coordination autour de plusieurs dossiers régionaux et internationaux.



PARTENARIATS ÉCONOMIQUES ET ACCÈS AU MARCHÉ EUROPÉEN

Avec son homologue portugais, Paulo Rangel, Ahmed Attaf a examiné l'état de la coopération et du partenariat entre Alger et Lisbonne, ainsi que les perspectives de leur élargissement à de nouveaux domaines. Les deux responsables ont également abordé les prochaines échéances bilatérales et souligné l'importance de poursuivre la concertation afin d'en assurer le succès.

L'entretien a également porté sur les relations entre l'Algérie et l'Union européenne, avec un échange sur les perspectives de leur renforcement et de leur développement dans l'intérêt des deux parties. Plusieurs questions internationales et régionales d'intérêt commun ont, par ailleurs, été évoquées.

Avec le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Lokke Rasmussen, les discussions ont porté sur l'état de la coopération entre les deux pays et les moyens de l'élargir à de nouveaux domaines. Les deux responsables ont également abordé les questions multilatérales liées à la paix, à la sécurité et au développement, en insistant sur la nécessité de maintenir la coordination entre les pays africains et les pays nordiques.

Les relations avec la Bulgarie ont également figuré au programme. Ahmed Attaf et la ministre bulgare des Affaires étrangères, Velislava Petrova-Chamova, ont examiné les moyens de renforcer et de diversifier la coopération bilatérale. Les échanges ont également porté sur les relations entre l'Algérie et l'Union européenne, notamment la mise en œuvre de l'Accord d'association.

Sur ce dossier, les deux parties ont souligné l'importance de parvenir à une application équilibrée de l'accord, de manière à préserver les intérêts de chacune d'elles et à favoriser le développement des échanges.

régionales continuent de peser sur les équilibres sécuritaires et économiques.

L'ONU ET LES DÉFIS DU MAINTIEN DE LA PAIX

À cette séquence bilatérale s'est ajoutée une importante dimension multilatérale. Ahmed Attaf a rencontré le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, avec lequel il a échangé sur les développements dans la région sahélo-saharienne et sur le rôle de l'Algérie dans les efforts visant à consolider la paix et la stabilité dans cette partie du continent.

La rencontre a également permis d'aborder l'état des opérations onusiennes de maintien de la paix et les nombreux défis auxquels elles sont confrontées dans un environnement international marqué par l'évolution des conflits et la multiplication des foyers de tension.

Les discussions ont, entre autres, porté sur les moyens de renforcer l'efficacité de ces opérations et d'adapter leurs missions aux mutations actuelles, tout en veillant à leur fournir les ressources nécessaires à l'accomplissement de leurs mandats.

À travers cette série de rencontres, l'agenda new-yorkais d'Ahmed Attaf aura ainsi couvert plusieurs dimensions de l'action diplomatique algérienne, de la situation sécuritaire et politique en Afrique aux relations avec les partenaires européens, en passant par les enjeux économiques et les mécanismes multilatéraux de maintien de la paix.

Cette activité diplomatique intervient dans le cadre de la participation de l'Algérie aux travaux de la 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui offre à Alger l'occasion de poursuivre ses échanges avec ses partenaires et de défendre ses positions sur les principaux dossiers inscrits à l'agenda international.

G. Salah Eddine

VISITE DE TRAVAIL DU MINISTRE DE LA JUSTICE À ORAN DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS JUDICIAIRES INAUGURÉS

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lottfi Boudjemaa, a procédé hier à Oran à l'inauguration du nouveau siège du tribunal de Gdyl dans le cadre d'une visite d'inspection consacrée au suivi de plusieurs projets relevant du secteur de la justice dans la wilaya.

À cette occasion, le ministre a visité les différentes ailes du nouveau tribunal et pris connaissance de ses principales structures. Il a souligné le rôle central de la justice dans le fonctionnement de l'État de droit, en insistant sur l'importance d'une application rigoureuse de la loi et d'un service public judiciaire davantage tourné vers les besoins des citoyens. M. Boudjemaa a notamment appelé à poursuivre les efforts visant à améliorer les prestations fournies aux justiciables et à renforcer la protection des personnes et des biens. Il a rappelé, dans ce cadre, que « les outils juridiques existent » et que leur efficacité repose avant tout sur une application rigoureuse et équitable de la loi.



Le nouveau siège du tribunal de Gdyl s'étend sur une superficie bâtie de 9.983 mètres carrés. Il comprend trois salles d'audience, une salle destinée aux avocats, une salle d'honneur, ainsi que 75 bureaux et une salle d'archives. Le coût global de réalisation de cette infrastructure a dépassé un milliard de dinars, faisant de ce nouvel équipement un investissement important pour renforcer les capacités du secteur judiciaire dans la wilaya d'Oran et améliorer les conditions de travail des différents acteurs de la justice. La visite du ministre ne s'est pas

limitée au tribunal de Gdyl. M. Boudjemaa a procédé à l'inauguration des nouveaux sièges du tribunal de Bir El Djir et de la Cour administrative d'appel d'Oran, deux infrastructures destinées à accompagner l'évolution de l'activité judiciaire dans la wilaya. Le ministre a également inspecté plusieurs projets en cours de réalisation, notamment celui d'un établissement pénitentiaire d'une capacité de 1.000 détenus à Bir El Djir, dont il a suivi l'état d'avancement, ainsi que le projet de la Maison de l'avocat. Ces différentes opérations traduisent

l'importance accordée au développement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires dans un contexte marqué par l'évolution des besoins des juridictions et la nécessité d'améliorer les conditions de prise en charge des différentes catégories concernées par le système judiciaire. Au niveau de la Cour d'Oran, le ministre de la Justice a également suivi un exposé consacré au fonctionnement de l'activité judiciaire au niveau de la Cour et des tribunaux relevant de son ressort. Cette étape a permis de faire le point sur le fonctionnement des juridictions, ainsi que sur les principales questions liées à l'activité judiciaire dans la wilaya. M. Boudjemaa a rencontré à cette occasion les magistrats, les fonctionnaires, les auxiliaires de justice et les agents judiciaires. À travers cette tournée, le ministre entend suivre de près l'évolution des infrastructures du secteur à Oran, tout en mettant l'accent sur l'application de la loi, l'amélioration du service rendu aux citoyens et le renforcement des moyens nécessaires au bon fonctionnement de la justice.

G. Salah Eddine

GESTION DES CATASTROPHES LES WALIS APPELÉS À RENFORCER LEUR PRÉSENCE SUR LE TERRAIN

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a salué lundi dernier à Alger la mobilisation des walis de la République et leur présence continue sur le terrain lors des derniers incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays. Intervenant en marge de la cérémonie d'installation de Youcef Roumane dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Sayoud a adressé ses remerciements aux walis pour les efforts déployés durant ces épisodes difficiles. Le ministre a notamment souligné l'importance du suivi assuré au niveau local, estimant que la présence des responsables sur le terrain permet de répondre plus rapidement aux préoccupations des citoyens et des personnes touchées. Il a également salué la mobilisation des cadres locaux et centraux, ainsi que celle des différentes institutions de l'État, qui ont contribué à la gestion de la situation. Pour Saïd

Sayoud, la gestion des situations d'urgence ne peut se limiter aux interventions ponctuelles. Elle nécessite un suivi permanent et une coordination étroite entre les différents acteurs. Il a ainsi appelé les walis à accorder une attention particulière aux besoins des citoyens et à poursuivre leurs efforts pour améliorer leurs conditions de vie. Le ministre a également insisté sur la nécessité de traiter les différents dossiers avec « la rigueur et le sérieux requis », soulignant que le ministère suit « le moindre détail à l'échelle nationale ». Le ministre a ainsi rappelé que la mobilisation des walis, lors des dernières inondations ayant touché plusieurs wilayas, avait contribué à renforcer le sentiment de sécurité des citoyens et à matérialiser la présence de l'État au plus près des populations. Il a appelé, dans ce contexte, à atteindre un niveau de gestion permettant aux autorités locales de mieux anticiper les différentes situations, d'en assurer le suivi et de réagir avec efficacité face aux urgences.

Le ministre Sayoud a également tenu à saluer le travail accompli par les différents services engagés dans la gestion des incendies, en particulier les agents de la Protection civile. Le ministre a, par ailleurs, adressé un message de remerciements aux citoyennes et citoyens, ainsi qu'à la société civile pour l'élan de solidarité manifesté à l'égard des personnes touchées. Cette mobilisation citoyenne avait également été saluée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Évoquant les suites de ces événements, Saïd Sayoud a affirmé que les décisions prises par le président de la République avaient permis de surmonter cette épreuve. Cette reprise constitue un indicateur important du retour progressif à la normale dans les zones affectées, alors que les autorités locales poursuivent le suivi des conséquences des incendies et des intempéries et la prise en charge des préoccupations des populations.

G.S.E.

ALGÉRIE-ASIE DU SUD-EST L'APN RENFORCE SA PRÉSENCE PARLEMENTAIRE AUPRÈS DE L'AIPA

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, a reçu, lundi dernier, le secrétaire général de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), Chem Widhya, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Cette visite s'inscrit dans le cadre du « renforcement des relations parlementaires entre l'Algérie et l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA) », à la suite de l'adhésion de l'APN en qualité de Parlement observateur. Lors de cette rencontre, Mme Boufedech a salué « le rôle joué par l'AIPA dans la promotion du dialogue et de la coopération parlementaire et en faveur des questions

d'intérêt, notamment la paix et la sécurité, le développement durable, le rôle des jeunes et des femmes et la coopération économique et parlementaire ». Elle a rappelé que la politique étrangère de l'Algérie « repose sur des principes solidement ancrés, en tête desquels le respect de la souveraineté et de l'indépendance des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le respect des frontières et le droit des peuples à l'autodétermination ». De son côté, le secrétaire général de l'AIPA a salué « le rôle de l'Algérie en faveur des questions de paix et de sécurité et de la coopération internationale », se félicitant de « l'adhésion de l'APN en qualité de Parlement observateur », tout en mettant en avant « l'importance du développement de

cette coopération, à travers la participation de l'Algérie aux différentes activités de l'AIPA et de l'intensification de la concertation et de l'échange d'expertises entre les deux parties ». Au terme de la rencontre, les deux parties se sont dites « disposées à poursuivre l'action conjointe afin de promouvoir les relations entre l'APN et l'AIPA, de manière à consolider la diplomatie parlementaire et à ouvrir de plus larges perspectives de coopération entre l'Algérie et les pays de l'Asie du Sud-Est, au service de la paix, de la stabilité, du développement et de la coopération entre les peuples ». La rencontre s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Monder Bouden, et du secrétaire général de l'Assemblée, Salim Djatal.

R.N.

RENTREE UNIVERSITAIRE 2026-2027

PRÈS DE DEUX MILLIONS D'ÉTUDIANTS REPRENNENT LE CHEMIN DES CAMPUS

Hier à l'université "Mohamed Seddik Ben Yahia" de Jijel, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a donné à le coup d'envoi de la nouvelle année universitaire 2026-2027.

Cette année, près de deux millions d'étudiants font leur rentrée, aujourd'hui, à travers le pays, à l'occasion du lancement de l'année universitaire 2026-2027. Un rendez-vous d'envergure qui marque le retour à la vie académique dans les universités et établissements de l'enseignement supérieur, avec une rentrée placée sous le signe de l'accueil, de la modernisation des formations et de l'ouverture sur les métiers d'avenir. Pour accompagner cette nouvelle année universitaire, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mobilisé d'importants moyens humains et matériels au profit de 1.884.839 étudiants, répartis entre les universités et les centres de recherche à travers le pays. Cette rentrée se distingue également par sa dimension internationale. Quelque 2.600 étudiants étrangers issus de 36 nationalités sont ainsi accueillis dans les établissements algériens dans le cadre du programme « Étudier en Algérie ». Une présence qui contribue à renforcer les échanges universitaires et à donner davantage de visibilité à l'enseignement supérieur algérien à l'étranger. L'institution universitaire est appelée à contribuer davantage à la production de connaissances, à l'innovation et au développement de solutions répondant aux besoins de l'économie nationale. Cette orientation rejoint la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui insiste sur la nécessité de faire évoluer l'université algérienne afin



qu'elle contribue à faire du pays un producteur de connaissances et de technologies, et non plus un simple importateur. Dans cette perspective, 13 nouvelles spécialités consacrées notamment aux métiers d'avenir ont été introduites pour cette année universitaire. Parmi les nouvelles formations figurent un cursus d'ingénieur d'État en intelligence artificielle, un master intégré en technologies quantiques, ainsi que des masters spécialisés dans l'interopérabilité des systèmes d'information et la mécanique des systèmes spatiaux. Le secteur de la santé bénéficie également d'un renforcement

de l'offre de formation. Une coordination étroite entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Santé a permis l'ouverture de plusieurs nouvelles formations médicales et paramédicales. L'offre comprend notamment une licence en santé et hygiène bucco-dentaire, ainsi que plusieurs masters spécialisés dans des domaines tels que le conseil génétique, l'intelligence artificielle médicale, la bio-informatique médicale et l'addictologie. À cela s'ajoute la création d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en médecine de précision, un

domaine appelé à prendre une place croissante dans les pratiques médicales modernes. La rentrée 2026-2027 accorde, par ailleurs, une place particulière à la consolidation de l'identité nationale. Un cursus en sciences de l'information et de la communication en langue amazighe, avec une spécialité audiovisuelle, a ainsi été introduit dans l'offre pédagogique. Parallèlement, l'enseignement supérieur algérien poursuit son ouverture internationale avec la mise en œuvre de six programmes issus de partenariats de jumelage avec des établissements étrangers. L'université renforce également sa dimension citoyenne à travers la généralisation de l'enseignement de l'histoire nationale et du patriotisme, afin d'associer la formation académique à une meilleure connaissance de l'histoire et des repères nationaux. Le paysage de la formation universitaire s'enrichit enfin d'un nouveau master académique en journalisme d'agence, mis en place conjointement par l'Université d'Alger 3 Ibrahim-Sultan-Cheibout et l'Algérie Presse Service (APS). Ainsi, l'année universitaire 2026-2027 s'ouvre avec une offre de formation élargie et davantage tournée vers les nouvelles technologies, les besoins de l'économie et les transformations de la société.

Zineb Bouzid

SIX LAURÉATS DU BAC 2026 S'ENVOIENT POUR L'ANGLETERRE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a reçu, dimanche soir au siège de son département ministériel, douze lauréats du baccalauréat (session 2026) avant le départ de certains d'entre eux pour l'Angleterre afin d'y poursuivre leur parcours universitaire et scientifique, a indiqué lundi dernier un communiqué du ministère. "Cette réception intervient en reconnaissance de l'excellence de ces étudiants et des résultats remarquables qu'ils

ont obtenus", précise le communiqué, ajoutant que "six d'entre eux se rendront en Angleterre dans le cadre d'une bourse de l'Etat algérien, pour y poursuivre leur parcours universitaire, tandis que les six autres ont choisi de poursuivre leurs études dans les universités et les écoles supérieures algériennes". A cette occasion, le ministre a adressé ses "chaleureuses félicitations" aux lauréates et lauréats, leur souhaitant "plein succès dans leur parcours universitaire et scientifique".

RENTREE SCOLAIRE

LES ÉTABLISSEMENTS SINISTRÉS AU RENDEZ-VOUS

La rentrée scolaire 2026-2027 s'est déroulée, lundi dernier, dans l'ensemble des établissements situés dans les zones touchées par les incendies, a assuré le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, à Jijel, où il a donné le coup d'envoi officiel de la nouvelle année scolaire. Animant une conférence de presse à l'issue de la cérémonie organisée à l'école Chahid Belaoura-Rabah, dans la commune de Chahna, le ministre a indiqué que les établissements concernés avaient été réhabilités grâce à la conjugaison des efforts des différents secteurs et organismes impliqués dans l'opération. M. Saâdaoui a précisé que les établissements scolaires des wilayas touchées par les incendies avaient non seulement été réhabilités dans les délais, mais également améliorés et dotés de nouvelles structures, permettant d'accueillir les élèves dans de bonnes conditions dès le premier jour de la rentrée. L'accompagnement psychologique des élèves figurait également parmi les mesures prises à cette occasion. Il a été assuré par des spécialistes du secteur de l'éducation, avec le concours d'autres secteurs concernés, afin de répondre aux besoins des élèves affectés par les conséquences des incendies. Evoquant la wilaya de Jijel, le ministre a rappelé ses bons résultats aux examens de fin de cycle dernier à l'échelle nationale, se disant convaincu que les élèves et l'ensemble de la communauté éducative sauront relever le défi et maintenir ce niveau de performance durant la nouvelle année scolaire. Le ministre a également présenté les principales activités inscrites au programme de l'année 2026-2027, notamment la deuxième édition du Concours national de l'innovation scolaire, la deuxième édition du Concours national inter-lycées, ainsi que le Concours national du théâtre scolaire. Revenant enfin sur les préparatifs de la rentrée, M. Saâdaoui a fait état d'un « sentiment de satisfaction » chez les parents d'élèves quant à la disponibilité des manuels scolaires, distribués aux établissements en quantités suffisantes avant la rentrée, ainsi qu'à celle des fournitures scolaires, avec une place accrue accordée au produit national.

R.N.

WILAYAS DU CENTRE

LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION RENFORCÉ PAR DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES

La rentrée scolaire 2026-2027, qui a débuté lundi dernier dans les wilayas du centre du pays dans de bonnes conditions d'organisation, a été marquée par la mise en service de nouvelles infrastructures éducatives destinées à consolider les conditions de scolarisation dans les trois paliers. Les autorités locales ont supervisé le lancement de la nouvelle année scolaire et inspecté les conditions de scolarisation dans plusieurs établissements. A Blida, 16 groupes scolaires, 12 Collèges d'enseignement moyen (CEM) et 4 lycées ont été réceptionnés, notamment dans les nouvelles zones d'habitation et les pôles urbains de Sefsaf et Haouch Errh à Meftah, ainsi que Sidi Serhane à Bouinan. A Chlef, 15 établissements ont été mis en service, soit 3 lycées, 5 CEM et 7 écoles primaires, auxquels s'ajoutent plusieurs classes d'extension. Plus de 363.000 élèves ont rejoint les établissements scolaires de la wilaya. Dans la wilaya de Béjaïa, le secteur a été renforcé par près de 20 infrastructures, soit 12 groupes scolaires, 4 CEM et 4 lycées, offrant plus de 12.840 nouvelles places pédagogiques. La rentrée est également marquée par l'ouverture de 12 cantines scolaires, de 7 salles de sport et d'une unité de suivi sanitaire. Quelque 254.497 élèves ont rejoint les classes, soit 4.285 de plus que lors de la rentrée écoulée. A Bouira, deux (2) lycées et quatre (4) écoles primaires ont été réceptionnés. Près de 241.000 élèves ont rejoint les 783 établissements scolaires ouverts dans l'ensemble des communes de la wilaya. A Médéa et dans la nouvelle wilaya de Ksar El Boukhari, 305.991 élèves ont rejoint les établissements scolaires. Le secteur a été renforcé

par 8 écoles primaires, 3 CEM, près de 80 classes d'extension et plusieurs terrains de sport, notamment dans les zones rurales. L'encadrement est assuré par plus de 18.000 enseignants et près de 11.000 agents administratifs, répartis sur plus de 990 établissements relevant des deux wilayas. A Djelfa, plus de 335.000 élèves, dont plus de 33.000 nouveaux inscrits en première année primaire, ont rejoint les classes. La wilaya a réceptionné 16 nouveaux établissements, soit 10 écoles primaires, 5 CEM et un (1) lycée, ainsi que 12 cantines scolaires et deux (2) demi-pensionnats. A Tipasa, 17 nouveaux établissements sont entrés en service, dont 8 écoles primaires, 4 CEM et 5 lycées. Plusieurs établissements ont également bénéficié de 28 classes d'extension financées sur le budget de la wilaya. Plus de 230.000 élèves ont effectué leur rentrée, dont 114.000 dans le primaire, plus de 81.000 dans le moyen et près de 35.000 dans le secondaire. A Tizi-Ouzou, 249.144 élèves, dont 16.340 nouveaux inscrits, ont rejoint les établissements scolaires. Le secteur a été renforcé par 9 nouvelles écoles primaires, un (1) CEM et 2 lycées. A Boumerdes, près de 330.000 élèves ont repris le chemin de l'école. La wilaya a bénéficié de 18 nouveaux groupes scolaires, 9 CEM et 6 lycées, ainsi que 46 cantines scolaires et de nouveaux équipements sportifs et sanitaires. A Ain-Defla, plusieurs infrastructures éducatives sont entrées en service, dont 7 nouveaux CEM. Plus de 300.000 élèves, répartis entre les trois cycles d'enseignement, ont rejoint les établissements scolaires de la wilaya. APS

ESG EXCELLENCE SUMMIT 2026

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION VERS DE NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Alger a accueilli, hier, la première édition de l'ESG Excellence Summit 2026, consacrée aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance et à leur impact sur l'économie. Organisée à l'hôtel El Djazaïr, la rencontre a réuni plus de 150 responsables, experts et acteurs économiques autour d'un même objectif : accompagner la transformation de l'économie algérienne vers des modèles plus durables, innovants et compétitifs.

L'événement a connu la participation de quatre ministères et abordé l'ESG sous ses dimensions environnementale, sociale et économique, en mettant l'accent sur les nouvelles exigences et les opportunités en matière d'investissement, de financement et d'innovation. Intervenant à l'ouverture des travaux, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a mis en avant le rôle de l'innovation dans l'amélioration des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Pour le ministre, l'évolution vers de nouveaux modèles économiques et financiers ne peut plus reposer uniquement sur la recherche de la performance économique. Elle doit également prendre en compte l'impact des activités sur l'environnement et la société, ainsi que la qualité de la gouvernance des institutions. Noureddine Ouadah a estimé que les institutions qui misent sur l'innovation disposent de davantage de moyens pour répondre aux enjeux environnementaux, renforcer leur impact social et moderniser leurs méthodes de gestion. Il a également insisté sur le rôle de la recherche scientifique dans l'amélioration de la gouvernance des institutions économiques, publiques et privées.



Dans cette perspective, le ministre a souligné les efforts engagés pour encourager l'innovation, la sous-traitance, les micro-entreprises et les start-up, tout en renforçant les échanges entre ces acteurs et les institutions économiques. Une coopération appelée à favoriser l'émergence de solutions adaptées aux besoins de l'économie nationale. L'un des enjeux soulevés lors du sommet concerne également le financement des projets liés à la

transition économique. Noureddine Ouadah a appelé les organismes financiers à développer des mécanismes et des fonds spécialisés capables d'accompagner les projets présentant un impact environnemental et social, plutôt que de s'appuyer exclusivement sur les mécanismes traditionnels de financement. Le ministre a également relevé la mobilisation des institutions algériennes sur le plan social au cours de l'été dernier, estimant que leur contribution aux efforts de réponse aux différents défis rencontrés par le pays témoignait de la force de la solidarité au sein de la société et de l'économie nationale.

UNE COOPÉRATION À RENFORCER AVEC L'UE

Prenant à son tour la parole, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a mis en avant le potentiel de coopération entre l'Algérie et l'Europe dans plusieurs domaines, notamment l'industrie, l'innovation et l'environnement. Le diplomate a insisté sur le fait que la transformation liée aux critères ESG ne pouvait être réduite aux seules questions environnementales. Elle doit également intégrer la dimension humaine et sociale, à travers l'amélioration des conditions de travail, le bien-être des employés, la formation et l'accompagnement des ressources humaines face aux nouvelles mutations économiques. L'industrie constitue, selon lui, l'un des domaines offrant des perspectives importantes de coopération entre l'Algérie et l'Europe, notamment en raison de la proximité géographique et du poids du marché européen. La gouvernance représente également un élément essentiel pour permettre aux entreprises d'intégrer durablement les nouvelles normes et de développer une culture de responsabilité au sein de leurs organisations. Diego Mellado Pascua a, par ailleurs, salué le potentiel d'innovation de l'Algérie et estimé que le pays disposait d'un socle favorable au développement de modèles économiques plus équilibrés et compétitifs, susceptibles d'accompagner la diversification de l'économie nationale.

TRANSFORMER LES ÉCHANGES EN PARTENARIATS

Pour le PDG de Leancubator, Abdelfatteh Harizi, l'enjeu consiste désormais à dépasser une approche essentiellement déclarative de l'ESG pour en faire un véritable outil de transformation économique. « Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance ne sont plus de simples outils de communication, mais constituent désormais un véritable critère de compétitivité et d'accès au financement et aux marchés », a-t-il souligné.

Au fil des échanges, les participants ont également insisté sur une évolution importante : les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance ne sont plus uniquement considérés comme des instruments de responsabilité sociale ou de communication. Ils deviennent progressivement des facteurs de compétitivité, de gestion des risques, d'attractivité des investissements et d'accès aux marchés. Cette évolution intervient alors que les entreprises sont confrontées à de nouvelles exigences réglementaires internationales, notamment à travers des mécanismes tels que la directive européenne CSRD, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) et les normes ISSB. Le programme du sommet a ainsi associé conférences, tables rondes et ateliers techniques consacrés notamment à la finance durable, à l'économie circulaire, à l'énergie, à l'industrie, au climat, à la gouvernance et à la gestion des risques. Une attention particulière a également été accordée au CBAM, ainsi qu'aux questions liées au capital humain, à l'inclusion et à l'emploi. La rencontre a rassemblé un éventail particulièrement large d'acteurs du tissu économique national et international. Parmi eux figuraient des institutions financières et d'investissement, notamment le Fonds national d'investissement (FNI) et El Djazaïr Istithmar, ainsi que la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB). Le secteur bancaire était représenté notamment par la Banque de développement local (BDL) et BNP Paribas Algérie, tandis que le secteur des assurances était présent à travers CASH Assurances et l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). Le secteur industriel était notamment représenté par Général Emballage SPA. Des acteurs internationaux ont également pris part aux discussions, parmi lesquels l'Unicef Algérie, la Délégation de l'Union européenne en Algérie et l'AHK Algérie. Cette première édition de l'ESG Excellence Summit 2026 a permis de réunir autour d'une même table des acteurs issus de secteurs et d'horizons différents, avec une ambition commune : faire de la durabilité et de la gouvernance des leviers concrets de développement économique.

Abir Menasria



www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHAN-2022
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CE 21 SEPTEMBRE
"CARTABLES OUVERTS, ESPRIT EN VIEL"
C'EST LA RENTRÉE !

L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE
**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE CHAHD-CHAHED HAFSI, DIRECTEUR DE LA
GRANDE HISTOIRE DE POPULAIRE ALGERIA
**« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2025
**L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS



Guelma

Ancrée au cœur de la magnifique cuvette de la Seybouse et ceinturée par la prestance des monts de la Maouana, de Debagh et de Houara, la wilaya de Guelma se révèle comme l'une des plus belles synthèses de l'histoire et de la nature en Algérie. Héritière de la prestigieuse cité numide puis romaine de Calama, la wilaya a traversé les millénaires en véritable gardienne du savoir et de la culture, ayant vu passer des figures de proue de l'Antiquité comme Saint Augustin ou Possidius. C'est ici que la terre exprime sa puissance créatrice à travers un patrimoine thermal d'exception : sillonnée par des sources hyperthermales d'une pureté rare et par les eaux vives de l'oued Seybouse, la région déploie des paysages uniques où les roches pétrifiées côtoient les vallées d'un vert étincelant. Mais Guelma est aussi une terre de mémoire et de fierté, un bastion héroïque de la résistance nationale marqué par les événements tragiques du 8 Mai 1945 et par l'empreinte immortelle de figures historiques comme le président Houari Boumediène. Entre l'élégance de ses édifices antiques, la générosité de ses terres agricoles et le bouillonnement de ses eaux sacrées, Guelma promet une immersion captivante à la croisée de l'émerveillement minéral et de l'âme algérienne.



Trois incontournables

1 TRADITION & CULTURE



L'élégance vestimentaire de Guelma s'exprime à travers l'alliance intemporelle du Burnous et de **LA MLAYA**. Symbole d'honneur et de prestance, **LE BURNOUS** en laine ou en poil de chameau enveloppe les hommes lors des grandes occasions, tandis que la Mlaya, grand voile noir traditionnel drapé avec distinction, incarne la pudeur et l'héritage citadin des femmes de la région.

2 PATRIMOINE HISTORIQUE

Véritable joyau de la cité antique de Calama, **LE THÉÂTRE ROMAIN** est le monument historique phare de la wilaya. Édifié au II^e siècle et remarquablement conservé, cet imposant édifice au cœur de Guelma abrite un musée à ciel ouvert spectaculaire, bordé de statues impériales, de stèles sculptées et de gradins anciens qui témoignent du grand rayonnement culturel de la Numidie romaine.



3 SAVEURS LOCALES



Symbole de la simplicité et de la générosité rurale, l'accord entre **EL KESRA ET LBEN** constitue un véritable rituel gourmand à Guelma. Cette galette de semoule dorée, cuite sur le tajine en terre cuite pour offrir une texture croustillante et moelleuse, se déguste bien chaude, accompagnée d'un verre de petit-lait frais et onctueux issu des fermes de la région.

Découverte de la semaine



Hammam Debagh

Il s'impose comme une merveille géologique spectaculaire, renommée à travers le monde pour ses eaux d'une chaleur prodigieuse. Jaillissant des entrailles de la terre à une température de près de 97°C, ces sources thermales figurent parmi les plus chaudes de la planète, surpassées uniquement par les géysers d'Islande. Au fil des millénaires, le ruissellement continu de ces eaux saturées en minéraux a déposé du travertin pour sculpter une immense cascade calcaire pétrifiée, aux teintes féériques oscillant entre le blanc d'ivoire, l'ocre chaud et la rouille. Ce chef-d'œuvre minéral, perpétuellement enveloppé d'un mystique nuage de vapeur bouillonnante, offre aux visiteurs un spectacle naturel d'une poésie saisissante.



Mon carnet d'adresses



OÙ DORMIR ?

- Hôtel urbain
- Hôtel Mermoura
- Complexe touristique Hammam Debagh (Chellala)
- Complexe thermal Bouchahrine et El Baraka



OÙ MANGER ?

- Restaurant Chef Palace
- El Bistro 24
- La Pergola Restaurant
- Restaurant Le Jasmin



À VISITER

- Théâtre romain de Guelma
- Site archéologique de Thibilis
- Ghar Djemaa



COMMENT Y ALLER ?

En voiture : Accessible via la RN20 reliant Annaba à Constantine, ou par la RN80 depuis Souk-Ahras. Connexion aisée à l'autoroute Est-Ouest (A1) par l'échangeur de Ras El Ma / Aïn Smara.
En train / Autobus : Liaisons quotidiennes régulières en autobus depuis les gares routières d'Annaba (45 min), Constantine (1h15) et Skikda vers la gare routière de Guelma.



BON À SAVOIR :

L'automne et le printemps offrent les températures idéales pour combiner les bains thermaux extérieurs et les randonnées en montagne. Pensez à rapporter de l'huile d'olive artisanale de la Maouana et du miel sauvage de thym ou de forêt.



Prochain rendez-vous

CAP SUR ALGER



Voyager,
c'est découvrir
l'âme
de l'Algérie...



www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC



BOIRE DE L'EAU FAIT-IL VRAIMENT MAIGRIR ?

■ **Indispensable au bon fonctionnement de l'organisme, l'eau est souvent présentée comme une alliée de la perte de poids. Mais boire davantage suffit-il réellement à faire fondre les kilos ? Si une bonne hydratation est essentielle à la santé, son effet direct sur le métabolisme et la perte de poids reste beaucoup plus limité que certaines idées reçues ne le laissent penser.**

Boire au moins 1,5 litre d'eau par jour est généralement recommandé, une quantité qui peut toutefois varier selon plusieurs facteurs, notamment la température, l'âge et le niveau d'activité physique. Lorsque les apports hydriques sont insuffisants, même légèrement, l'organisme peut rapidement en ressentir les effets.

Maux de tête, grande fatigue, troubles du sommeil, peau sèche ou encore problèmes digestifs peuvent notamment être associés à un manque d'hydratation. À plus long terme, une hydratation insuffisante peut également avoir des conséquences sur le fonctionnement de certains organes, notamment les reins, et être associée à des risques pour la santé cardiovasculaire. L'eau joue donc un rôle fondamental dans de nombreuses fonctions de l'organisme. Mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit de perdre du poids ? Peut-elle réellement accélérer le métabolisme ou favoriser l'élimination des kilos superflus ?

UNE ACTION LIMITÉE SUR LE MÉTABOLISME

Contrairement à une croyance largement répandue, boire de l'eau ne suffit pas, à elle seule, à provoquer une perte de poids. Certes, l'eau ne contient pas de calories, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle augmente durablement les dépenses énergétiques de l'organisme. Une étude publiée en 2003 avait notamment mis en avant un possible effet de l'eau sur le métabolisme de base. Selon ses résultats, boire de l'eau pouvait entraîner une augmentation de 24 % de la dépense énergétique au repos, c'est-à-dire de la quantité de calories consommées par l'organisme sans activité physique particulière.

Cet effet doit toutefois être relativisé. Les recherches citées indiquent qu'il est de courte durée et ne se prolonge pas au-delà d'environ une heure. Une autre étude s'est, quant à elle, intéressée à la température de l'eau et a suggéré que seule l'eau froide pouvait entraîner une augmentation de la dépense énergétique, estimée à environ 4 %.

Ces effets restent donc trop faibles pour avoir une incidence importante sur la perte de poids. Boire de l'eau peut accompagner une démarche d'amaigrissement, mais ne constitue pas, en soi, une méthode permettant de brûler suffisamment de calories pour perdre des kilos.

UNE AIDE POUR LES FONCTIONS D'ÉLIMINATION

Si l'eau ne fait pas directement maigrir, elle reste néanmoins indispensable au fonctionnement de l'organisme et participe à plusieurs mécanismes qui peuvent accompagner une démarche de perte de poids.

Une hydratation suffisante permet notamment à l'organisme d'assurer correctement l'élimination des déchets issus de son fonctionnement. L'eau intervient dans différents processus physiologiques et contribue au bon fonctionnement des reins, qui participent à l'évacuation de certaines substances produites par l'organisme. Elle est également souvent associée à la lutte contre la rétention d'eau. Ce phénomène correspond à une accumulation anormale de liquide dans les tissus et peut provoquer une sensation de gonflement ou de lourdeur. Maintenir une hydratation suffisante peut contribuer au bon équilibre hydrique de l'organisme, même si la rétention d'eau peut avoir des causes multiples et ne doit pas être confondue avec une prise de poids liée à l'accumulation de graisse.

Il faut donc distinguer la perte de liquide de la véritable perte de masse grasse. Une diminution rapide du poids liée à l'élimination d'eau ne signifie pas nécessairement que l'organisme a commencé à brûler ses réserves de graisse.

BOIRE AVANT DE MANGER POUR RÉDUIRE L'APPÉTIT ?

L'une des habitudes souvent recommandées aux personnes souhaitant perdre du poids consiste à boire un grand verre d'eau avant un repas. L'idée est simple : en augmentant temporairement le volume présent dans l'estomac, l'eau pourrait contribuer à réduire la sensation de faim et donc conduire à manger moins. Cette hypothèse peut sembler logique. Duane Mellor, chercheur à l'Aston Medical School, en Angleterre, estime d'ailleurs que cette affirmation paraît « sensée ». Dans un article publié sur le site The Conversation, il souligne toutefois certaines limites à cette théorie. Le principal problème tient au fait que l'eau seule ne procure pas une satiété durable. Contrairement aux aliments, elle ne reste pas suffisamment longtemps dans l'estomac. En raison de sa forme et de son fonctionnement, celui-ci ne peut pas conserver durablement l'eau : elle est rapidement évacuée. Boire un verre d'eau avant de passer à table peut donc donner temporairement une sensation de remplissage, mais cet effet ne doit pas être assimilé à celui d'un véritable repas. L'eau ne remplace ni les aliments ni les nutriments nécessaires à l'organisme.

L'EAU, UN ALLIÉ MAIS PAS UNE SOLUTION MIRACLE

L'eau reste toutefois un élément

important dans toute démarche visant à adopter une meilleure hygiène de vie. Remplacer les boissons sucrées ou très caloriques par de l'eau peut, par exemple, permettre de réduire les apports énergétiques quotidiens. Dans ce cas, ce n'est pas l'eau qui provoque directement la perte de poids, mais la diminution de la consommation de calories. De la même manière, une hydratation adaptée permet de préserver les fonctions normales de l'organisme et d'éviter les désagréments liés à la déshydratation. Les besoins ne sont cependant pas identiques pour tout le monde et peuvent augmenter avec la chaleur ou l'activité physique. Au final, boire 1,5 litre d'eau par jour ne constitue donc pas une recette miracle pour maigrir. L'eau est indispensable à la santé et peut accompagner une alimentation équilibrée et un mode de vie actif, mais ses effets directs sur le métabolisme restent limités. Pour perdre durablement du poids, l'hydratation doit ainsi être considérée comme un élément d'un ensemble plus large, et non comme une méthode d'amaigrissement à elle seule.



NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.61.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazair
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger

020 10 23 68

CAN VOLLEY-BALL - TUNIS 2026 (DEMI-FINALE) CAMEROUN - ALGÉRIE AUJOURD'HUI À 21 HEURES L'ALGÉRIE POUR UNE DEUXIÈME FINALE SUCCESSIVE

La sélection algérienne de volley-ball (messieurs), qui prend part au Championnat d'Afrique des Nations CAN-2026, en Tunisie, jouera, aujourd'hui à partir de 21 heures, les demi-finales contre son homologue du Cameroun.

Les Algériens sont arrivés dans le dernier carré, lundi dernier, au Palais des sports d'El-Menzah, à Tunis, après avoir disposé de l'Egypte au tie-break par 3 sets à 2, lors de leur confrontation comptant pour les quarts de finale. La sélection a ainsi réalisé un double exploit en écartant l'Egypte, non seulement d'avoir réussi à passer ce cap, mais en plus c'était face à un adversaire très particulier. Il s'agit de l'Egypte, tenante du titre, contre laquelle les Verts avaient perdu la finale de l'édition précédente qui s'était déroulée au Caire. C'est ce qu'on pourrait appeler prendre sa revanche avant l'heure. Ce soir, avant de viser le titre suprême perdu en 2023, face au pays organisateur du tournoi final, les

Algériens joueront donc avant tout pour accéder à une seconde finale de suite. Et ce sera donc contre le Cameroun qui, lui, s'était qualifié lors de son quart de finale par le même score (3 sets à 2), aux dépens du Ghana. Par ailleurs, faudrait-il rappeler que l'enjeu lors des demi-finales de cette édition 2026 de Tunis est très alléchant. Les trois premières sélections au classement final du tournoi seront qualifiées au prochain championnat du monde, prévu en 2027, au moment où le vainqueur de ce championnat d'Afrique aura en plus son billet pour les prochains Jeux olympiques qu'accueillera la ville de Los Angeles, en 2028.



Djaffar C.

CYCLISME – GRAND PRIX EL DJAZAÏR L'ÉDITION 2026 DU 5 AU 7 OCTOBRE

La prochaine édition du Grand Prix cycliste El Djazaïr se déroulera du 5 au 7 octobre à Alger, ont annoncé les organisateurs.

Inscrite au calendrier de l'UCI Africa Tour, en catégorie 2.2, cette compétition internationale sur route comprendra trois étapes tracées à travers Alger et ses nouvelles extensions urbaines.

Plusieurs équipes nationales et internationales sont attendues au départ. La formation continentale Madar Pro Cycling Team, emmenée notamment par le sprinteur Yacine Hamza et le polyvalent Hamza Amari, sera parmi les équipes à suivre. L'opposition européenne sera représentée par la formation belge Tarteletto-Isorex et l'équipe lituanienne Energus Cycling Team, qui feront face aux sélections et clubs africains engagés dans l'épreuve.

La première étape partira de Rouiba en direction de Zemmouri, avant un retour à Rouiba pour l'arrivée.

La deuxième étape reliera Bab El Oued à Zéralda, avec un passage par Tipasa. La dernière étape se disputera sous la forme d'un circuit fermé dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah. Le peloton empruntera notamment les grands boulevards de la ville, ainsi que le boulevard périphérique desservant les pôles résidentiels et universitaire.

Le Grand Prix El Djazaïr sera précédé, le 3 octobre, par la Classique Djamaa El Djazaïr, organisée sur un circuit fermé autour de la Grande Mosquée d'Alger. Une autre course, baptisée Classique de la capitale, est programmée le 9 octobre sur un circuit urbain dans la wilaya d'Alger. Les coureurs passeront notamment par le boulevard Zighoud-Youcef, l'avenue Pasteur, la place des Martyrs, ainsi que les accès vers la Basse Casbah et le boulevard Che-Guevara.

A.Amine

KARATÉ - RANKING FÉMININ OUIKÈNE ET ABOURICHE SUR LE TOIT DU MONDE

Les karatékas algériennes Cylia Ouikène (-50 kg) et Louiza Abouriche (-55 kg) ont désormais intégré le Top 3 mondial du classement mondial de la Fédération internationale (WKF), faisant désormais partie de l'élite absolue du karaté-do international, spécialité kumité. Les dernières mises à jour du classement mondial de la Fédération mondiale de karaté (WKF) pour l'année 2026 confirment une progression fulgurante des championnes algériennes, renforçant ainsi la position de l'Algérie



sur la scène internationale du karaté-do. Dans la catégorie des moins de 55 kg, Louiza Abouriche s'est hissée à la 2e place mondiale avec 4.065 points. L'athlète formée à la JS Fréha et sociétaire du CR Belouizdad confirme son statut après avoir notamment décroché la médaille de bronze, lors des derniers Mondiaux. Dans une catégorie très disputée, actuellement dominée par l'Egyptienne Ahlam Youssef, l'Algérienne occupait la 5e position lors du dernier classement mondial. De son côté, Cylia Ouikène (-50kg) s'est hissée à la 3e

place mondiale avec 4.440 points, notamment après avoir décroché la médaille d'or aux championnats d'Afrique d'Alger. Elle s'impose comme la numéro 1 incontestée du continent africain de sa catégorie.

Ce double exploit historique intervient à un moment crucial, alors que les deux champions se préparent pour les Championnats du monde individuels prévus en novembre à Milan-Bergame. Elles ont également validé pour la première fois une qualification historique pour les épreuves par équipes de la prochaine Coupe du monde. Ce classement permet donc aux deux athlètes algériennes de consolider leur statut en vue des prochaines grandes échéances internationales.

RETROUVEZ VOTRE ÉDITION PAPIER CHEZ LES BURALISTES
LE PDF SUR NOTRE SITE : alger16.dz

ÉQUIPE NATIONALE / À J-2 DU MATCH ALGÉRIE – ZAMBIE À TIZI-OUZOU

LES VERTS PEAUFINENT LEUR PRÉPARATION À SIDI MOUSSA

L'équipe nationale de football poursuit sa préparation au Centre technique national de Sidi Moussa, en prévision des deux matchs qui l'attendent, à l'occasion des deux premières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2027, à commencer par celui prévu vendredi contre la Zambie, au stade de Tizi-Ouzou.

Les Verts avaient entamé leur regroupement, lundi dernier, sous la conduite de leur nouveau sélectionneur Brahim Hemdani. Les joueurs convoqués ont rejoint le CTN dans l'après-midi dans une ambiance empreinte de convivialité et de bonne humeur.

Heureux de retrouver le Centre et la sélection nationale, après plusieurs semaines d'absence, les internationaux algériens ont également découvert un nouveau staff technique, conduit par le sélectionneur national, Brahim Hemdani, commente la FAF. Ce dernier est secondé par Antar Yahia, en tant qu'entraîneur adjoint, Nacerddine Berarma, coach des gardiens, Nacer Daineche, préparateur physique, ainsi que Moussa Saïb qui officie au poste de manager général de la sélection. Lors du premier entraînement programmé en soirée, après l'arrivée progressive des joueurs durant la journée, Hemdani n'a visiblement pas voulu trop charger la séance. Les éléments ayant joué la veille avec leurs clubs respectifs ont bénéficié d'un travail essentiellement axé sur la récupération, tandis que les autres joueurs ont pris part à une séance plus ou moins soutenue. À noter que Ramy Bensebaïni et Anis Hadj Moussa, ainsi que Nabil Bentaleb n'étaient pas de



la partie. Plus tard dans la soirée, la FAF indiquera sur ses réseaux que les absences des deux premiers étaient autorisées, alors que

Bentaleb est, dit-on, finalement forfait pour ce stage, en raison d'une blessure contractée avec son club, Lille OSC, lors du match joué dimanche dernier en déplacement à Nice.

LES ZAMBIENS DEPUIS DIMANCHE DERNIER À TIZI-OUZOU

Pour son remplacement, le sélectionneur national a fait appel au milieu de terrain du Mans FC, Adil Bourabaa, qui a d'ailleurs déjà rejoint le groupe, tandis que Bensebaïni et Hadj Moussa étaient attendus hier dans la journée pour le compléter. Ce qui permettra à Hemdani et son staff d'entamer la préparation spécifique du match de vendredi, sachant qu'il ne reste plus que deux jours pour tout mettre en place. A cet effet, la séance d'hier, prévue dans un premier temps en matinée, a été décalée en fin de journée. La zone mixte avec les représentants des médias projetée à 10h15 a d'ailleurs été également repoussée à 17h45, soit à un quart d'heure du début de la séance d'entraînement. Les journalistes étaient autorisés à suivre le premier quart d'heure, avant de libérer les lieux et laisser le groupe se concentrer sur son travail. Aujourd'hui, Hemdani fera encore exercer son groupe, avant de rallier Tizi-Ouzou demain pour une dernière séance sur place. Pendant ce temps, les Zambiens se préparent aussi à Tizi-Ouzou, où ils ont débarqué dimanche dernier. La sélection zambienne, qui a élu domicile à l'hôtel Lalla Aïni de la ville, dont le propriétaire n'est autre que l'entraîneur Azzedine Aït-Djoudi, s'entraîne quotidiennement au stade de Tirsatine d'Azazga.

Djaffar C.

SÉLECTION NATIONALE U17

GHIMOUZ DÉVOILE LES 24 RETENUS POUR LE TOURNOI DE CROATIE

Le sélectionneur de l'équipe nationale des U17, Amine Ghimouz, a dévoilé sa liste des 24 joueurs retenus pour le tournoi international de Croatie, prévu du 26 septembre au 5 octobre prochains. La liste publiée par la Fédération algérienne de football est composée des gardiens de but Benmedjoub Nazim (Paradou AC), Guemndani Ivan Scander (O Marseille) et Tifrani Yazid (RC Strasbourg). Au compartiment défensif, on retrouve Noubli Mahmoud (Paradou AC), Dahmas Ayoub (USM Alger), Bouhadjela Yasser Nouredine (O Akbou), Achira Zakaria Youcef (ASO Chlef), Benramdane Noam (Montpellier), Belkanichi Anas Suhail Younes (FC Toulouse), Mekkaoui Ilyes (Volendam FC) et Bringnone Kenzo (O Marseille). Au milieu, Ghimouz a fait appel à Sadjji Ali (JS Kabylie), Kebir Iyad (O Akbou), Benghezal Nazim (Amine SC), Grini Ilyes (RC Lens), Nechab Walid (Olympique Lyonnais) et Zouai

Zineddine (FC Sochaux). En attaque, on retrouve Akbach Mohamed Tahar (USM Alger), Touali Khalil (O Akbou), Kaddouri Sid Ali (Paradou AC), Bendjab Zaidig (Levante), Mammeri Ilhan (Stade Brestois), Maghlout Mahdi Ali (Inter Milan) et Tridi Abderrahmane (Stade de Reims). La sélection algérienne débutera le tournoi, selon le programme communiqué par la FAF, face à l'Arabie saoudite, le 26 septembre à 16 heures. Par la suite, elle enchaînera, trois jours après, soit le 29 septembre à 12h30, contre le pays hôte, la Croatie. Les Verts seront opposés, lors de leur troisième match, à leurs homologues hongrois, le 2 octobre au même horaire. Et, enfin, la quatrième rencontre est prévue contre la sélection du Qatar, le 5 octobre à partir de 15 heures. Enfin, il convient de rappeler que la participation des U17 à ce tournoi entre dans le cadre de leur préparation en vue de la Coupe du monde de la catégorie prévue du 19 novembre au 13 décembre prochains en terres qataries.

D. C.

LIGUE 2 (2^e JOURNÉE)

UNE AUBAINE POUR LE RC KOUBA !

La Ligue 2 amateur abordera ce week-end (tous les matchs se joueront samedi, à l'exception du match JS Azazga – JSM Skikda décalé à dimanche) sa deuxième journée de l'exercice 2026 – 2027. A l'occasion, dans le groupe Centre-Ouest, le RC Kouba, qui avait frappé un grand coup lors de la première journée en battant (0 – 3) l'ESM Koléa, chez elle, retrouvera son stade Benhadad où il accueillera cette fois le WA Tlemcen, en présence de ses supporters. Une aubaine, en somme, pour le Raed de signer une seconde victoire de suite et confirmer ses prétentions pour l'accession, même s'il est vraiment encore tôt de parler de titre. En tout cas, ce sont là trois points à ne pas rater pour le RCK, surtout que les deux autres prétendants de ce groupe,

l'USM El Harrach et le NA Hussein Dey, risquent de ne pas avoir le succès à portée de main, samedi, respectivement, à Tiarlet et à Mostaganem, où ils sont appelés à se déplacer pour y affronter la JSMT et l'ESM. Cela dit, l'USMH pourrait toujours profiter du huis clos imposé à la JSMT et réussir le hold-up parfait. L'USM Blida, elle, ne devrait pas avoir de soucis en recevant le nouveau promu, l'IRBSM Benali. Mais sait-on jamais. Dans le groupe Centre-Est, l'événement, c'est l'entrée en lice de la JS Dijel après avoir manqué la 1^{re} journée sur dérogation de la FAF. Pour sa toute première, la JSD effectuera un déplacement chez l'IRB Nezza. Le MOB, accroché à domicile par le MOC, se rendra à Beni Thour, alors que le Paradou AC, qui aspire à retrouver au plus vite la

Ligue 1, recevra le NRB Téléghma à huis clos, au stade du 20-Août-1955 à Alger. L'AS Khroub devra se débrouiller également, sans le soutien de ses supporters, en accueillant à huis clos l'USM Annaba. A signaler que toutes les rencontres de cette seconde journée de la Ligue 2 sont programmées pour samedi 26 septembre à 16 heures, à l'exception de JS Azazga – JSM Skikda qui a été décalé au lendemain dimanche au même horaire. Du grand monde est attendu au stade de Tirsatine, qui abritera à l'occasion sa toute première rencontre officielle de Ligue 2. Surtout que l'équipe locale, la JSA, est revenue avec un très encourageant 2 à 2 de Batna, la semaine dernière.

Djaffar C.

PROGRAMME

GROUPE CENTRE-EST

Samedi à 16 heures

CR Beni Thour – MO Béjaïa
IRB Nezza – JS Dijel
NRB Beni Oulbane – CA Batna
Paradou AC – NRB Téléghma (huis clos)
NC Magra – US Chaouia
AS Khroub – USM Annaba (huis clos)

MSP Batna – MO Constantine

Dimanche à 16 heures

JS Azazga – JSM Skikda

GROUPE CENTRE-OUEST

Samedi à 16 heures

USM Blida – IRBSM Benali
MC El Bayadh – GOR Mascara
RC Arbaâ – ESM Koléa (huis clos)
RC Kouba – WA Tlemcen
IRB Taghit – MC Saïda
JSM Tiarlet – USM El Harrach (huis clos)
ASM Oran – WA Mostaganem
ES Mostaganem – NA Hussein Dey

APRÈS UN PROBLÈME TECHNIQUE L'AVION DU PRÉSIDENT DE L'IRAN ATTERRIT À ALGER



L'avion du président de la République islamique d'Iran, M. Masoud Pezeshkian, a atterri hier après-midi à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger pour une escale technique. Le Président iranien a été accueilli au salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib.

M. Sofiane Chaib. Quelques heures après, dans l'après-midi, l'avion du Président iranien a quitté le territoire national, en direction de New York. M. Masoud Pezeshkian a été salué à son départ par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib.

R.N.

COMMUNICATION ET MÉDIAS LES PRÉOCCUPATIONS DU SECTEUR AU CENTRE D'UNE RÉUNION À LA PRÉSIDENTE

Une réunion consacrée au secteur des médias électroniques s'est tenue, lundi dernier, au siège de la présidence de la République, dans le cadre de la série de rencontres organisées par la Direction générale de la Communication à la présidence de la République et le ministère de la Communication avec les responsables des médias publics et privés. La réunion, la deuxième du genre dans le cadre de cette série de rencontres, a été coprésidée par le conseiller du

président de la République chargé de la Direction générale de la Communication, M. Kamel Sidi Saïd, et le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, en présence de cadres de la Direction générale de la Communication à la présidence de la République et du ministère de la Communication, ainsi que des directeurs de journaux électroniques. Cette réunion interactive a porté sur les préoccupations du secteur.



COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE L'ALGÉRIE RENFORCE SON ACCOMPAGNEMENT DU NIGER

En visite de travail à Niamey sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a été reçu hier, par le Président de la République du Niger, M. Abdourahmane Tiani, à l'indiqué un communiqué du ministère.

À cette occasion, le ministre d'État a transmis au Président de la République du Niger les salutations fraternelles de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, ainsi que ses vœux de progrès, de prospérité et de bien-être au peuple nigérien frère. Il a, à cet égard, réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la consolidation et à l'approfondissement des liens historiques de fraternité, de solidarité et de coopération qui unissent les deux pays et les deux peuples frères.

De son côté, le Président de la République du Niger a chargé M. Mohamed Arkab de transmettre au Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, ses salutations fraternelles ainsi que l'expression de sa haute considération. Il a, à cette occasion, réitéré la volonté du Niger de poursuivre et de renforcer la dynamique de coopération bilatérale avec l'Algérie, tout en réaffirmant son attachement au développement du partenariat Sud-Sud et au renforcement de la coopération interafricaine. Les échanges ont également porté sur les différents projets structurants qui donnent corps au partenariat algéro-nigérien, notamment les activités du groupe Sonatrach au Niger, au premier rang desquelles figure le projet de recherche et d'exploration au niveau du bloc pétrolier de Kafra. Dans ce cadre, le Président de la République du Niger a salué l'expertise et le savoir-faire acquis par l'Algérie dans le domaine de l'industrie pétrolière et gazière. Il a, à ce titre, exprimé la volonté de son pays de continuer à tirer pleinement parti de l'expérience du groupe Sonatrach et de ses filiales dans un large éventail de domaines. Le président Tiani a également réaffirmé le caractère stratégique du Gazoduc transsaharien (TSGP) pour l'Algérie, le Niger et le Nigeria, les deux camps appelant à intensifier la coordination pour faire avancer sa concrétisation. M. Mohamed Arkab a, pour sa part, réaffirmé l'engagement constant de l'Algérie à poursuivre son accompagnement du Niger dans le développement de son secteur des hydrocarbures et à approfondir la

coopération entre les institutions et entreprises spécialisées des deux pays.

Les entretiens ont permis d'examiner la mise en valeur de nouveaux blocs pétroliers nigériens (notamment Bilma), la maintenance de la raffinerie de Zinder et la commercialisation conjointe du pétrole brut. Les deux parties ont convenu d'élargir le partenariat Sonatrach-SONIDEP à toute la chaîne de valeur des hydrocarbures afin de valoriser les ressources locales et renforcer les capacités énergétiques du Niger.

DE KAFRA À D'AUTRES BLOCS D'EXPLORATIONS

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre, M. Mohamed Arkab a souligné la portée des échanges, qui ont porté sur plusieurs projets à caractère stratégique et sur les perspectives de consolidation du partenariat énergétique entre les deux pays. Il a notamment évoqué les possibilités de renforcer la coopération dans les domaines de l'exploration et de la production, à travers en particulier le projet du groupe Sonatrach au niveau du bloc de Kafra, ainsi que d'élargir cette coopération à d'autres blocs d'exploration au Niger.

Le ministre a, par ailleurs, fait état de l'intérêt accordé à la commercialisation et à la valorisation du pétrole brut nigérien, mettant en avant, à cet égard, la contribution que le groupe Sonatrach pourrait apporter à la partie nigérienne, représentée par la Société nigérienne de pétrole (SONIDEP), notamment à travers son expertise et son savoir-faire en matière d'accompagnement technique, de négociation et de commercialisation. M. Arkab a également relevé le rôle important de la SONIDEP dans le développement du secteur pétrolier nigérien, ainsi que les perspectives d'intensification des échanges et d'élargissement de la coopération entre les opérateurs des deux pays.

Les échanges ont ainsi permis de réaffirmer la convergence de vues des deux parties quant à la nécessité de donner une nouvelle impulsion au partenariat énergétique algéro-nigérien, en privilégiant une approche intégrée fondée sur la valorisation des ressources, le partage de l'expertise et le développement de projets structurants.

G. Salah Eddine

INFRASTRUCTURES

CAP SUR LA RÉDUCTION DES DÉLAIS ET LA QUALITÉ DES RÉALISATIONS

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a dirigé lundi dernier à Alger une réunion de coordination consacrée au suivi des projets du secteur, en particulier dans le Sud et les zones frontalières, a indiqué un communiqué.

Lors d'une réunion conjointe regroupant des cadres centraux du ministère, des représentants du ministère de la Défense nationale et les directeurs des Travaux publics des wilayas du Sud et frontalières, un point détaillé a été fait sur les chantiers en cours. Les discussions ont porté sur l'état d'avancement des projets, les difficultés rencontrées sur le terrain, ainsi que les solutions proposées pour accélérer la cadence et optimiser les performances.

À cette occasion, le ministre a souligné la nécessité de maintenir la mobilisation de l'ensemble des moyens disponibles afin de livrer les projets dans les délais prescrits. Dans le même contexte, le ministre a émis une série d'instructions axées sur le raccourcissement des délais, le respect d'un échéancier précis, ainsi que sur l'impératif d'un suivi rigoureux des chantiers pour corriger rapidement tout retard ou dysfonctionnement, tout en veillant au strict respect des normes en vigueur. M. Djellaoui a, par ailleurs, mis en relief l'urgence d'accélérer la finalisation des études afférentes aux futurs projets et en phase de préparation, en vue de lancer leur réalisation dans les plus brefs délais.

Le ministre a également mis l'accent sur l'optimisation de la coordination interinstitutionnelle, la poursuite des missions des commissions techniques centrales et la multiplication des descentes sur le terrain. Il a préconisé un accompagnement de proximité des entreprises de réalisation — de la pose de la première pierre à la réception finale — aux côtés des autorités locales, afin de lever les blocages et d'accélérer les chantiers. En clôture, M. Djellaoui a insisté sur la dimension stratégique de ces projets dans les wilayas du Sud et frontalières, essentiels pour relier les différentes régions, asseoir un développement équilibré, améliorer le quotidien des populations et stimuler l'économie du pays.

Zineb Bouzid